

Affaires courantes

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

• (1210)

M. Benjamin: Madame la Présidente, j'ai deux autres pétitions dans lesquelles, à l'instar de centaines de milliers d'autres Canadiens, les habitants d'un certain nombre de localités ontariennes demandent humblement qu'il plaise au gouvernement de renoncer à son projet de taxe sur les produits et services. Ils demandent au Parlement d'ordonner au gouvernement de ne plus tenter de faire adopter ce projet de loi.

M. David Bjornson (Selkirk): Madame la Présidente, j'ai l'honneur de présenter une pétition au nom du député ministériel de Lisgar—Marquette. Elle porte la signature de 42 personnes qui demandent au Parlement de considérer les leçons de patinage comme des services d'enseignement et, par conséquent, de les soustraire à l'application de la future taxe sur les produits et services.

LA VALLÉE DE LA ROUGE

Mme Pauline Browes (Scarborough—Centre): Madame la Présidente, j'ai le plaisir de déposer une pétition visant à sauver la rivière Rouge. Les pétitionnaires demandent au gouvernement du Canada d'unir ses efforts à ceux du gouvernement de l'Ontario en vue de créer la vallée de la Rouge, vallée qui s'étendrait sur 10 000 acres de beau territoire canadien à l'état sauvage. On trouve dans cette région des espèces animales menacées qu'il faut sauver.

J'ai été ravie d'entendre le vice-premier ministre mentionner aujourd'hui, à la période des questions, qu'un parc pourrait être aménagé dans cette vallée et que le gouvernement fédéral affecterait 10 millions de dollars à la préservation de la vallée de la Rouge.

Je suis heureuse de présenter aujourd'hui à la Chambre la liste des pétitionnaires qui appuient cette entreprise d'importance capitale.

VOLS À BASSE ALTITUDE

M. Dan Heap (Trinity—Spadina): Madame la Présidente, conformément à l'article 36 du Règlement, j'ai l'honneur de présenter une pétition signée par un certain nombre d'habitants de la ville de Toronto qui exhortent le gouvernement à se joindre à l'Assemblée des premières nations et aux Innus du Labrador qui demandent qu'on mette fin à tous les exercices militaires dans cette région, en particulier les vols d'entraînement à basse altitude, et qu'on cesse de demander à l'OTAN d'établir une base à cet endroit, mais qu'on consacre plutôt cet argent à promouvoir le développement des premières nations du Canada et de tous les Canadiens.

VIA RAIL

M. Dan Heap (Trinity—Spadina): Monsieur le Président, j'ai une pétition signée par un certain nombre d'habitants de London et de Thorold, en Ontario, et de Denfield, en Alberta, qui supplient le gouvernement de cesser de réduire et de supprimer les services de VIA Rail, de moderniser le matériel existant et de construire un train de voyageurs à grande vitesse entre Montréal et Windsor.

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Lyle Kristiansen (Kootenay—Ouest—Revelstoke): Madame la Présidente, conformément à l'article 36 du Règlement, je présente ici une pétition qui a été jugée conforme au Règlement par le greffier des pétitions et qui concerne la terrible taxe que le gouvernement actuel veut imposer aux Canadiens.

Les quelque 140 pétitionnaires de tous les coins de l'Ontario, et notamment de la localité de Hawkesbury, de localités de la tête des Grands Lacs et de la région de Kitchener—Waterloo, condamnent le gouvernement pour avoir proposé une taxe de vente régressive qui va alourdir le fardeau fiscal des Canadiens ordinaires. Si le gouvernement tient vraiment à réduire le déficit, ils lui demandent de procéder plutôt à une réforme véritable et progressiste de la fiscalité dans l'intérêt de tous les Canadiens.

M. Ron Fisher (Saskatoon—Dundurn): Madame la Présidente, j'ai l'honneur de présenter une pétition jugée conforme aux dispositions de l'article 36 du Règlement. Provenant notamment de Vancouver, de Delta, d'Iroquois Falls, de Maple Ridge et d'Abbotsford, ces pétitionnaires font remarquer que la taxe sur les produits et services proposée par le gouvernement est particulièrement injuste du fait qu'elle touche non pas la capacité de payer des contribuables, mais leur consommation. Ils soulignent en outre que le gouvernement n'a pas réduit comme il se doit les inéquités du régime fiscal. Ils déplorent le fait que seront taxés les livres, les coupes de cheveux, les cercueils, les couches et le mazout.

Je pourrais également mentionner quelques articles qui ne seront pas taxés, mais je ne le ferai pas maintenant.

Ils demandent au Parlement de rejeter la proposition de taxe sur les produits et services et d'appliquer les dispositions de l'actuel régime fiscal équitablement.